

Liminaire CDAS du 31 mai 2022

Monsieur le président,

Le quinquennat a été particulièrement violent et calamiteux pour la Fonction publique en général, et pour Bercy en particulier, ministère qui a largement payé le «quoiqu'il en coûte».

Menée de front avec celles contre les missions et les emplois, une attaque brutale est portée contre le fonctionnement et les fondements de l'Action sociale.

Alors que l'Action sociale est l'un des derniers bastions de solidarité et de lien entre les personnels du ministère de l'économie, des finances et de la relance, le Secrétariat général continue de détricoter et de détruire le réseau et les prestations, malgré l'opposition des représentants du personnel.

En matière d'Action sociale ministérielle, le bilan de ces 5 dernières années est catastrophique, avec un recul de celle-ci à tous les niveaux et le futur n'apparaît pas meilleur avec notamment :

- la création d'une véritable usine à gaz par la mise en place d'une fédération faïtière pour la gouvernance des opérateurs;
- La forte diminution des budgets;
- La destruction du réseau de proximité des délégations de l'Action sociale;
- La vente des résidences EPAF et la fin programmée des activités de vacances-loisirs;
- l'abandon des personnels basculés dans l'interministérialité;

La volonté affichée pour 2022 par le Secrétariat Général est la mise en place d'un niveau régional d'organisation et de pilotage de l'Action sociale. Le réseau territorial sera (de)structuré en unités régionales, composées des délégués et assistants actuellement en poste, qui seront animés par des responsables régionaux recrutés à cet effet. Cette restructuration soulève plusieurs inquiétudes : en premier lieu, sur le maintien d'un niveau de proximité adapté aux situations locales, et en second lieu, sur le mode de recrutement qui a priori pourrait porter sur des fonctionnaires, mais aussi sur des contractuels.

L'Action sociale doit rester au coeur des besoins des agents de l'État, titulaires ou non, en activité ou à la retraite et rester au plus proche de tous.

Elle doit répondre aux besoins sociaux en termes de logement, de restauration, de petite enfance, de loisirs et apporter une solution aux difficultés de toutes celles et de tous ceux confrontés aux accidents et aléas de la vie.

Elle doit être porteuse de valeurs de solidarité, de partage, d'aide aux plus démunis et contribuer à améliorer les conditions de vie quotidienne des agents.

Ce n'est évidemment pas le choix de l'administration qui n'a de cesse depuis plusieurs années de la déstructurer, de la démanteler, pour mieux l'affaiblir.

Ce que nous ne cessons de dénoncer et de combattre, ce que nous continuerons de faire pour et dans l'intérêt du plus grand nombre.

Dans une période de crise économique et sanitaire, marquée par la baisse du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de travail et son lot de suppressions d'emplois depuis plusieurs années, nous exigeons que la politique de l'Action Sociale demeure une priorité ministérielle.

L'Action sociale est essentielle.

Elle permet d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, à toutes les périodes de leur existence.

L'Action sociale n'est ni un luxe, ni un confort. C'est une absolue nécessité.

Pour nous, elle doit être préservée et renforcée.